

COMMUNE D'ALBIGNY SUR SAONE

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL du 30 novembre 2017 à 20 heures

Date de convocation du Conseil Municipal : 24 novembre 2017

Nombre de conseillers en exercice : **23**

présents : **19**

votants : **22**

PRÉSENTS : Monsieur Jean Paul COLIN, Monsieur Gilbert CONVARD, Monsieur Michel BALAIS, Monsieur Frank CHOSSET, Madame Marie-Christine CORREDERA, Madame Claude DALL'ACQUA, Monsieur Yves CHIPIER, Madame Béatrice LEYRELOUP, Monsieur Alain BONY, Madame Colette TOUQUET, Monsieur Guy VESSIÈRES, Madame Nathalie DEPAOLI, Monsieur Herlander LOURENÇO, Monsieur Franck ARGENTO, Monsieur Daniel GIRAUD, Madame Corélia DUHOUX, Monsieur Bernard LAULAGNET, Madame Maryline SAINT-CYR, Monsieur Denis DEMARINIS

EXCUSÉS : Madame Claire BELLE, Madame Martine PARIS, Madame Marie-Laure WACK, Monsieur Philippe SIMON

Madame Claire BELLE donne pouvoir à Monsieur Michel BALAIS

Madame Martine PARIS donne pouvoir à Madame Colette TOUQUET

Monsieur Philippe SIMON donne pouvoir à Madame Corélia DUHOUX

Monsieur Herlander LOURENÇO est élu secrétaire.

Adoption du compte rendu de séance précédente.

Le compte-rendu est adopté à la majorité par 19 pour et trois abstentions.

1 – DÉCISIONS DU MAIRE PRISES PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

En application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire a reçu délégation du conseil municipal dans les conditions prévues par la délibération du 29 mars 2014.

En conséquence, le Maire informe le Conseil Municipal des décisions suivantes qui ont été prises conformément à la délégation :

- **Décision n°43-2017** : relative à l'attribution de la concession funéraire n°864 à la famille NADIN.
- **Décision n°44-2017** : relative à l'attribution de la concession funéraire n°865 à la famille BROSSARD.
- **Décision n°45-2017** : relative à la conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre avec l'entreprise INFINE ARCHITECTES pour la réhabilitation de l'Espace Henri SAINT-PIERRE. Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 300 000 euros. Le montant du marché de maîtrise d'œuvre s'élève à 53 890,00 € H.T. (soit 17,96 % du montant prévisionnel des travaux).
- **Décision n°46-2017** : relative à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commandes avec l'entreprise FINEGIL pour la maintenance et l'entretien des alarmes incendies des bâtiments communaux. La durée de cet accord-cadre mono-attributaire est de 3 ans. Le montant forfaitaire annuel de l'accord-cadre s'élève à 2 620,00 € H.T. soit 7 860,00 € H.T. sur trois ans. Le montant minimum et maximum des bons de commande sont respectivement de 1,00 et 2 500,00 € H.T. par an soit 3,00 et 7 500,00 € H.T. sur trois ans.
- **Décision n°47-2017** : relative à la conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise EURL VOLATIER pour divers travaux électrique dans la boulangerie (dont la fourniture et pose d'une VMC et d'un radiateur). Le montant du marché s'élève à 1 030,00 € H.T.

- **Décision n°48-2017** : relative à la conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise DENIS ROMEGGIO pour des travaux de plâtrerie et de peinture dans la boulangerie (pose d'une cloison, d'une porte coulissante). Le montant du marché s'élève à 1 430,00 € H.T.
- **Décision n°49-2017** : relative à la conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise BOUVARD FRERES PLOMBERIE pour l'installation d'une salle d'eau dans le local technique de la boulangerie situé à l'étage. Le montant du marché s'élève à 2 612,00 € H.T.
- **Décision n°50-2017** : relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise ARTS MARTIAUX LYONNAIS pour la fourniture de 20 tatamis de dimension 200x100x4cm (Densité 230) pour le dojo de l'Espace Henri SAINT-PIERRE. Le montant du marché s'élève à 1 916,67 € H.T.
- **Décision n°51-2017** : relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise CASAL SPORT pour la fourniture de 4 cages de football à 7 (avec filets) pour le stade Henri MARET. Le montant du marché s'élève à 2 401,50 € H.T.
- **Décision n°52-2017** : relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise QUALICONSLT pour le contrôle technique de la réhabilitation de l'Espace Henri SAINT-PIERRE. Le montant du marché s'élève à 3 400,00 € H.T. sur la base d'un montant prévisionnel des travaux de 300 000 euros.
- **Décision n°53-2017** : relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise ALTRAD DIFFUSION pour la fourniture de 10 tables et 20 bancs "BAVIERE". Le montant du marché s'élève à 1 510,00 € H.T.
- **Décision n°54-2017** : relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise DECOLUM pour la fourniture de 6 motifs d'illuminations (référence NADAL - cordon Led Blanc pur et guirlande Led blanc chaud) pour l'éclairage de la Rue Jean Chirat et de l'Esplanade Daniel SARRABAT. Le montant du marché s'élève à 1 486,80 € H.T.
- **Décision n°55-2017** : relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise EIFFAGE ENERGIE pour la pose et dépose des illuminations des fêtes de fin d'année 2017. Le montant du marché s'élève à 6 196,58 € H.T.

2 – DÉLIBÉRATION RÉGISSANT LES AUTORISATIONS D'ABSENCE DU PERSONNEL POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX

Monsieur le Maire expose :

L'article 59 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que des fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas.

Les agents non titulaires peuvent également bénéficier de ces autorisations au même titre que les fonctionnaires territoriaux (art. 136 de la loi du 26 janvier 1984).

Ces autorisations sont distinctes par leur objet des congés ; elles ne peuvent donc pas être décomptées des congés annuels ou de tout autre type de congé fixé à l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 (ex : congé maladie, congé pour formation syndicale...).

Selon la source juridique dont résulte l'autorisation en cause, on peut distinguer :

- les autorisations spéciales d'absences de droit et dont les modalités précisément définies s'imposent à l'autorité territoriale (exemple : exercice des mandats locaux, participation à un jury d'assise ...). Ces autorisations d'absences étant de droit, elles ne nécessitent pas de délibération et d'avis du comité technique paritaire.
- et les autorisations spéciales d'absences discrétionnaires et donc laissées à l'appréciation des pouvoirs locaux à l'occasion de certains événements familiaux. Un décret devait venir préciser ces autorisations d'absence, or à ce jour aucun décret n'a été publié en ce sens.

De ce fait, les collectivités voulant faire bénéficier leurs agents de ces autorisations d'absence discrétionnaires, doivent en préciser le contenu et les conditions d'octroi. Il

suffit pour cela qu'une délibération fixe dans la collectivité les cas où des autorisations d'absence peuvent être accordées, après avis du comité technique paritaire.

Il s'agit en effet d'une question liée aux conditions générales de fonctionnement des services qui relève de la compétence du CTP (article 33 de la loi du 26 janvier 1984).

Il est rappelé que les autorisations d'absence discrétionnaires ne constituent pas un droit et il revient à l'autorité territoriale de juger de leur opportunité, en tenant compte des nécessités de service.

Le conseil municipal d'Albigny sur Saône est donc sollicité pour délibérer sur une liste exhaustive des autorisations d'absences discrétionnaires et remplacer ainsi la délibération prise en mai 1990 ; ce tableau inclut les autorisations d'absences de droits pour permettre la parfaite information

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, par 22 pour dont 3 procurations :

- Décide de valider le tableau proposé des autorisations d'absence

3 – DÉLIBÉRATION AUTORISANT LA DEMANDE DE SUBVENTION DETR ET FOND D'INVESTISSEMENT : OBJET : RÉNOVATION DE L'AIRE DE JEUX DE L'ÉCOLE MATERNELLE

Monsieur Yves CHIPIER rappelle que l'aire de jeux de l'école maternelle nécessite des travaux de rénovation et mise en conformité.

Ce principe a été validé lors du vote de la DM 2 du 29 septembre 2017 avec une enveloppe financière de 20 000 €.

A ce jour, le projet est défini (Claude) l'enveloppe définie est de l'ordre de 22 000 euros : changement complet des jeux et rénovation des sols.

En tout état de cause une demande de subvention peut être formulée auprès des services de la préfecture fin 2017 début 2018.

Ce sera sur cette base que la demande sera faite. Pour une mise en œuvre de l'opération en février 2018.

Le taux de subventionnement accordé varie de 20 à 25 % selon la typologie des travaux et la destination du bâtiment.

Pour permettre la réalisation de cette opération, Monsieur le Maire propose de mettre en œuvre le plan de financement suivant :

- Demande d'une subvention auprès de l'Etat, au titre de la DETR ou du FSIL, qui sera comprise entre 20% et 35 % du coût du projet HT,
- Autofinancement communal à hauteur de 75 à 80 % du Projet.

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations

- Approuve la réalisation de cette opération d'investissement
- Approuve le plan de financement proposé
- Charge Monsieur le Maire de solliciter les subventions nécessaires auprès des services de l'Etat pour la réalisation de cette opération.

4 – DÉLIBÉRATION POUR APPROBATION DU PROJET PLUH

La Métropole de Lyon élabore, à son initiative et sous sa responsabilité, le plan local d'urbanisme (PLU).

Par délibération n° 2012-2934 du 16 avril 2012, le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon a prescrit la révision du PLU sur le territoire de la Communauté urbaine, et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable définies en application de l'article L 103-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération n° 2015-0359 du 11 mai 2015, le Conseil de la Métropole a prescrit l'extension de la révision du plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) sur le territoire de la Commune de Quincieux, a réaffirmé les objectifs poursuivis y compris sur la Commune de Quincieux, et a rappelé les modalités de la concertation ainsi que leur poursuite sur tout le territoire de la Métropole de Lyon, y compris la Commune de Quincieux.

Par délibération n° 2015-0360 du 11 mai 2015, le Conseil de la Métropole de Lyon a arrêté les modalités de la collaboration entre la Métropole de Lyon et les communes situées sur son territoire dans le cadre de la révision du PLU-H.

Par délibération n° 2015-0361 du 11 mai 2015, le Conseil de la Métropole de Lyon a débattu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) en prenant en compte le territoire de la Commune de Quincieux, conformément aux dispositions de l'article L 153-12 du code de l'urbanisme.

Ce débat a également eu lieu, en application des dispositions de l'article L 153-12 du code de l'urbanisme et de l'article L 2511-15 du code général des collectivités territoriales, au sein des conseils municipaux des 59 Communes situées sur le territoire de la Métropole de Lyon et des 9 conseils d'arrondissement de la Ville de Lyon.

Les orientations du PADD sont organisées autour de 4 grands défis pour assurer la transition vers un autre mode de développement :

- le défi métropolitain : développer l'attractivité de l'agglomération pour construire une Métropole responsable,
- le défi économique : soutenir le dynamisme économique de l'agglomération pour assurer la création de richesses et d'emplois,
- le défi de la solidarité : développer une agglomération accueillante, solidaire et équilibrée pour répondre aux besoins en logements de tous ses habitants,
- le défi environnemental : répondre aux enjeux environnementaux et améliorer le cadre de vie pour la santé et le bien-être des habitants.

Le PADD se décline à trois échelles :

- à l'échelle d'agglomération, le PADD définit le cadre stratégique pour donner une réponse cohérente aux enjeux métropolitains ;
- à l'échelle des neufs bassins de vie, échelle intermédiaire du fonctionnement du territoire du Grand Lyon, le PADD optimise l'organisation urbaine et met en œuvre les solidarités territoriales ;
- à l'échelle de chaque commune, et chaque arrondissement de la ville de Lyon, le PADD précise, dans la continuité des orientations d'agglomération et du bassin de vie, les choix d'organisation urbaine et du cadre de vie quotidien.

La concertation s'est déroulée du 31 mai 2012 jusqu'au 30 septembre 2016. Le bilan de la concertation de la révision du PLU-H intègre également le résultat de la concertation menée dans le cadre de la révision simplifiée n° 14 du PLU relative à la restructuration du tènement de la caserne de gendarmerie Raby, appartenant à l'État, sur le territoire de la Commune de Bron.

Par délibération n° 2017-2008 du 11 septembre 2017, le Conseil de la Métropole de Lyon a arrêté le bilan de la concertation.

Par délibération n° 2017-2009 du 11 septembre 2017, le Conseil de la Métropole de Lyon a arrêté le projet de révision du PLU-H.

Le PLU-H tenant lieu désormais de programme local de l'habitat, le dossier reprend les objectifs prévus par l'article L.302-1 du code la construction et de l'habitation.

Il est constitué :

- du rapport de présentation intégrant l'évaluation environnementale,
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- du programme d'orientations et d'actions (POA) pour l'habitat,

- des orientations d'aménagement et de programmation (OAP),
- du règlement (pièces écrites et documents graphiques),
- des annexes.

Les enjeux et objectifs de la COMMUNE dans le bassin de vie

LES ORIENTATIONS DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

• Maintenir et améliorer la qualité de vie par la préservation des entités naturelles et par le développement d'axes paysagers au cœur de la commune

>> *En termes de grand paysage, conforter les éléments naturels remarquables et leur liaison*

>> *Au sein des zones urbanisées, réserver et valoriser la côte du nord au sud de la commune*

• Conforter le centre-bourg >>Préserver l'identité du centre-bourg en articulant armature paysagère et armature patrimoniale

>> *Réussir l'épaississement du centre-bourg sur sa partie sud*

• Accompagner les évolutions modérées sur l'ensemble du territoire

>> *Achever l'urbanisation du plateau des Avoaux*

>> *Permettre un développement modéré des secteurs pavillonnaires au nord du centre-bourg*

>> *Maîtriser le développement des secteurs soumis à des risques naturels et qui présentent des qualités paysagères et patrimoniales*

>> *Sur les bords de Saône, permettre l'évolution modérée des différentes entités urbaines et la gestion de l'existant*

• Faire évoluer la Loupe vers un nouveau quartier urbain mixte

>> *Favoriser la reconversion de la Loupe, à terme, vers un quartier urbain mixte visant à concilier différents enjeux dans le cadre d'une réflexion d'ensemble à l'échelle d'Albigny et de Couzon*

• Développer les activités économiques de la commune

>> *Pérenniser les commerces et services de proximité du centre-bourg*

>> *Permettre le développement des activités agricoles*

LES ORIENTATIONS DE L'HABITAT

• Poursuivre le développement résidentiel pour répondre aux besoins en logements de tous les habitants

>> *en tenant compte des capacités de développement de la commune en termes foncier, d'équipements, de services et de transports,*

>> *en favorisant des formes d'habitat économes d'espaces, diversifiées et de qualité.*

• Faciliter l'accès au logement à toutes les étapes de la vie

>> *en favorisant le développement d'une offre de logements adaptés aux différents types de ménages,*

>> *en favorisant la mobilité et la fluidité résidentielle,*

>> *en répondant aux besoins en logement des ménages dont les besoins spécifiques ne sont pas pris en compte par le logement classique,*

>> *en facilitant l'accès au logement social,*

>> *en cherchant à rapprocher les emplois et les lieux d'habitation via la mixité fonctionnelle.*

• Développer l'offre de logements à prix abordables

>> *en facilitant la construction de logements à des coûts abordables,*

>> *en favorisant la production de logements sociaux pour répondre aux besoins de la population,*

>> *en soutenant le développement de logements à loyers maîtrisés dans le parc privé pour les ménages à revenus modestes et intermédiaires.*

• Améliorer le parc existant

>> *en accompagnant la réhabilitation des logements du parc privé et du parc social,*

>> *en encourageant la performance énergétique de l'habitat dans un souci de lutte contre la précarité énergétique.*

• Organiser la gouvernance locale de la politique de l'habitat

>> *en animant le PLU-H pour garantir son opérationnalité,*

>> *en observant et en anticipant les évolutions de l'habitat*

CONSIDERANT que le conseil municipal n'a pas d'observations particulières sur le dossier d'arrêt de projet de la révision du PLU-H de la Métropole de Lyon.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité des suffrages exprimés, émet un avis favorable sur l'arrêt du projet de révision du PLU-H de la Métropole de Lyon avec les observations développées ci-dessus.

Avec 19 voix favorables dont 1 voix émettant un avis favorable avec une réserve sur le PLUH communal Albigny Sur Saône et Curis au Mont D'or.

3 voix « abstention »

5 – DÉLIBÉRATION POUR ATTRIBUTION DE LA PRIME DE FIN D'ANNÉE

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu de fixer pour l'année 2017 le montant de la prime de fin d'année attribuée au personnel communal.

En 2016 le montant de la prime était de 1 171,12 € pour un agent titulaire ou stagiaire à temps complet. Suite à l'évolution de 0,6 % de la valeur mensuelle du point de l'indice au cours de l'année civile, le montant de la prime est porté à 1 178,15 €.

Il est rappelé que :

- La prime de fin d'année est attribuée aux agents titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents non titulaires (à l'exclusion des vacataires) totalisant 6 mois de travail effectif (hors absence) sur l'année civile et présents au 31 décembre, mois de règlement de la prime pour ces agents ;

- Le montant est proratisé en fonction du temps de travail de chaque agent et de la durée de présence sur l'année ;

- Le montant de la prime est réduit en fonction des absences. Toute absence, à l'exception des absences pour congés payés et congés exceptionnels, congés de formation, congés de maternité (délai légal), paternité ou adoption, congé pour accident du travail sera prise en compte et entraînera, au-delà de 14 jours d'absences cumulés sur une période courant du 1^{er} novembre de l'année précédente au 31 octobre de l'année en cours, une diminution de la prime correspondant à 1/365^{ème} du montant par jour d'absence sur la base d'une année complète. Pour les agents ayant pris ou quitté leurs fonctions en cours d'année la diminution sera calculée en fonction du nombre de jours de présence dans la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité, par vingt-deux voix pour dont trois procurations :

- Fixe le montant de la prime de fin d'année pour 2017 à 1 178,15 € pour un agent à temps complet ;
- dit que la dépense sera imputée au chapitre 012 du budget où figure un crédit suffisant.

6 – DÉLIBÉRATION POUR LA MISE EN PLACE DU COMPTE ÉPARGNE TEMPS

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Le dispositif législatif du CET dans la fonction publique territoriale a été modifié par l'article 37 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, afin de permettre aux agents territoriaux de bénéficier des mêmes possibilités de sortie du CET que les agents de l'État

Le décret n° 2010-531 du 20 juin 2010 pris en application organise le passage d'un régime géré sous forme de congés à un régime combinant une utilisation en congés avec une indemnisation financière ou en épargne retraite.

L'organe délibérant détermine, après avis du Comité Technique Paritaire, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du CET ainsi que les modalités de son utilisation.

VU l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 28 novembre 2017 qui émet un avis favorable sous réserve que ne soient pas monétisés les CET des agents partant en Retraite ou en licenciement pour invalidité, à contrario du règlement proposé par la commune à savoir : Si le solde du CET inférieur à 21 jours n'a pu être utilisé sous forme de jours de congés, l'indemnisation forfaitaire sera appliquée en fonction des montants en vigueur.

L'avis du comité technique n'étant que consultatif,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 22 voix pour dont trois procurations

- Décide de mettre en place le CET selon les modalités fixées par le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 ;
- autorise la compensation financière des jours épargnés au titre du CET,
- autorise l'alimentation du CET par des jours de repos compensateurs dans la limite de 5 jours par an ;
- adopte le règlement interne du Compte Epargne Temps.

7 – DÉLIBÉRATION AUTORISANT L'ANTICIPATION DES INVESTISSEMENTS 2018

Monsieur Yves CHIPIER rapporte que suivant l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, jusqu'à l'adoption du budget primitif, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits d'équipement ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits de paiement correspondant sont inscrits au budget lors de son adoption.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater ces dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2018 qui ne sera voté qu'au mois d'avril, pour un montant maximum de 422 494,63 euros.

Il est demandé au conseil de délibérer pour autoriser l'anticipation des investissements suivants, dans l'attente du vote du budget 2018

Compte	Autorisation ouverture de crédits avant adoption du budget primitif 2018
Opérations	
Opération 64 - Travaux cimetière 21316/21	20000
Opération 140 - Aménagement cour école maternelle 2312/23	22 000,00
Opération 183- Jardins familiaux 2312/23	1494.63
Opération 184 - Restaurant scolaire et périscolaire 2313/23	70000
Opération 185 – Mise en accessibilité et salubrité Espace Henri Saint-Pierre- 2313/23	110000
Opération 186 – Réaménagement et accessibilité vestiaire foot 2313/23	80000

Opération 187 - Démolition d'un bâtiment communal	9000
2313/23	
Opération 188 - Sanitaire Parc des Monts d'Or	32000
2313/23	
Opération 189 - Equipements communaux de voirie	14000
2152/21	
Opération 190 - Travaux local boulangerie	9000
2135/21	
Opération 191 - Bureau responsable technique	20000
2138/21	
Opération 192 - Matériels informatiques et logiciels	5000
2183/21 et 2051/20	
Opération 193 - Matériels et Outillage - service technique	5000
2158/21 et 2188/21	
Opération 194 - Mobilier et Achats divers	5000
2184/21 et 2188/21	
Opération 195 - Aménagements et agencements des bâtiments publics	15000
21318/21 et 2135/21	
Opération 196 - Aménagements de terrains	
2128/21	5 000,00
TOTAL	422 494.63

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations

- Autorise Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater ces dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2018

8 – DÉLIBÉRATION AUTORISATION L'ACHAT D'UNE PARCELLE DU CHG (VOIE NOUVELLE) À L'EURO SYMBOLIQUE

Monsieur le Maire expose que dans le cadre du réaménagement de voirie, nommée voie nouvelle, une régularisation foncière est en cours entre la Métropole de Lyon et le centre hospitalier gériatrique.

Dans le cadre de ces régularisations, une fraction de la parcelle AC81 dont la superficie est de 6 363 m² et qui appartient au centre hospitalier doit être rétrocédé à hauteur de 1 047 m² à la métropole de Lyon et à hauteur de 852 m² à la commune d'Albigny. Le reste de la parcelle restera la propriété du centre hospitalier.

Ce terrain de 852 m² sous forme de triangle identifié « délaissé ouest » à vocation d'aménagement en espace public », sera cédé à l'euro symbolique.

Les frais notariés seront supportés par l'acquéreur, à savoir la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- Approuve cette acquisition
- Autorise Monsieur Le Maire à exécuter tous les actes nécessaires à la réalisation de cette opération
- Autorise Monsieur le Maire à signer le compromis ainsi que l'acte authentique à intervenir qui sera reçu par Maître Michel DUMAS, notaire de la commune et par le notaire du centre hospitalier gériatrique

Section	N° de parcelle	Contenance totale	Contenance à céder à la Métropole	Désignation
AC	2	5604 m ²	978m ²	Élargissement de la rue Etienne Richerand
AC	81	6363 m ²	1047 m ²	Voie nouvelle
			852 m ²	Triangle « délaissé ouest » aménagé en espace public
AI	143	2890 m ²	66 m ²	Élargissement de la rue Jean Chirat
Total			2943 m ²	

9 – DÉLIBÉRATION MOFIFICATIVE DE BUDGET

Monsieur Yves CHIPIER expose qu’il y a lieu de procéder à des ajustements budgétaires.

Pour une part en section de fonctionnement, il s’agit de rééquilibrer les sommes inscrites en dépenses au regard de la précédente délibération. Ces mouvements entre comptes n’ont pas d’incidence sur le budget global.

Le budget de fonctionnement n’est pas modifié dans son montant global et s’établit :

En dépenses de fonctionnement à : 3 213 565.02 €

En recettes de fonctionnement à : 3 213 565.02 €

En section d’investissement, il s’agit d’augmenter certains postes de dépenses à hauteur de 5 000 € au total sans modifier le montant global du budget.

Le budget d’investissement n’est pas modifié dans son montant global :

Dépenses d’investissement : 1 734 327.65 €

Recettes d’investissement : 1 734 327.65 €

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

MODIFICATION DE BUDGET N°3

Désignation	Dépenses		Recettes		
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	
FONCTIONNEMENT					
D-60612 : Énergie - Électricité	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	chapitre 011 mouvements ordinaires entre les comptes d'un même chapitre, et diminution de 7 000 euros au profit du chapitre 012 pour financer la mission d'archivage, et 700 euros au profit du chapitre 65 pour les créances admises en non valeur
D-60622 : Carburants	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-60631 : Fournitures d'entretien	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-60632 : Fournitures de petit équipement	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-60636 : Vêtements de travail	0,00 €	500,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6064 : Fournitures administratives	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6068 : Autres matières et fournitures	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-61521 : Terrains	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-615221 : Entretien et réparations bâtiments publics	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-615228 : Entretien et réparations autres bâtiments	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-615232 : Entretien et réparations réseaux	3 400,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6182 : Documentation générale et technique	0,00 €	200,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6184 : Versements à des organismes de formation	200,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6188 : Autres frais divers	1 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6228 : Divers	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6236 : Catalogues et imprimés	0,00 €	200,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6261 : Frais d'affranchissement	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6283 : Frais de nettoyage des locaux	0,00 €	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6288 : Autres services extérieurs	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
TOTAL D011 : Charges à caractère général	21 100,00 €	13 400,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6218 : Autre personnel extérieur	0,00 €	7 000,00 €	0,00 €	0,00 €	mission d'archivage
TOTAL D012 : Charges de personnel et frais	0,00 €	7 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-6541 : Créances admises en non-valeur	0,00 €	700,00 €	0,00 €	0,00 €	1400 € prévus/ point fait par trésorier 2100 €
TOTAL D65 : Autres charges de gestion courante	0,00 €	700,00 €	0,00 €	0,00 €	
Total FONCTIONNEMENT	21 100,00 €	21 100,00 €	0,00 €	0,00 €	
INVESTISSEMENT					
D-2188 : Autres immobilisations corporelles	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	op de 20 000 € / devis de 21 700 € compléments d'équipements diminution car opération qui ne sera pas activée avant le 31/12
TOTAL D21 : Immobilisations corporelles	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-2312-140 : Aménag. cour école maternelle	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-2312-183 : Jardins familiaux	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
D-2313-187 : DEMOLITION D'UN BATIMENT COMMUNAL	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
TOTAL D23 : Immobilisations en cours	5 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
Total INVESTISSEMENT	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
Total Général		0,00 €		0,00 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- Approuve la décision modification n° 3 du budget

10 – DÉLIBÉRATION VALIDANT L'AVENANT À LA CONVENTION JURIDIQUE CDG 69

Monsieur le Maire rappelle que depuis 1998 la commune adhère à la Mission Assistance Juridique du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône.

Cette mission vise à apporter aux collectivités l'expertise juridique dont elles ont besoin dans tous les domaines de l'activité territoriale (à l'exception du statut de la fonction publique territoriale qui relève du service Carrières et expertise statutaire).

Le Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Territoriale du Rhône a délibéré le 19 juin 2017 sur la tarification du service pour l'année 2018. Pour les

collectivités dont la population est comprise entre 501 et 5 500 habitants, la participation est calculée sur la base d'un tarif de 0,85 € par habitant.

Compte tenu de la population de la commune, la participation est fixée à 2 430 euros pour 2018 (2 387 € pour 2017 : base 2 841 habitants).

Le Conseil Municipal est invité à autoriser la signature de l'avenant 2018 fixant le montant de la participation financière de la commune

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 22 voix pour dont trois procurations

- autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant 2018 à la convention d'Assistance Juridique n° 98-07, conclue avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône fixant à 2 430 € le montant de la participation de la commune à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- S'engage à inscrire les crédits nécessaires au budget.

11 – DÉLIBÉRATION AUTORISANT LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION « MISSION ARCHIVAGE » POUR TROIS ANS

Monsieur Jean-Paul COLIN expose :

La commune fait régulièrement appel au Centre de Gestion 69 pour assurer l'archivage des documents communaux.

Cette opération est une obligation des collectivités.

Une a eu lieu en 2012.

Et une nouvelle mission a été réalisée en 2017 pour un montant de 10 800 euros pour 36 jours.

La signature d'une convention pluriannuelle permettrait de réduire ces frais et traiter l'archivage chaque année.

Les missions menées ont permis d'établir que la commune créer 6 mètres linéaires d'archives chaque année soit 3 jours de travail et devrait traiter un arriéré de 19,4 mètres soit 10 jours.

La journée d'archivage est facturée à 300 euros.

La convention pluriannuelle coûterait 3 jours archives annuelles + 3 jours archives antérieures

Archives antérieures soit un maximum de 300 euros x 6 jours = 1 800 euros.

L'avantage est d'être à jour et réduire le linéaire antérieur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations

- Autorise Monsieur Le Maire à signer cette convention
- Dit que sa durée sera de 1 an renouvelable 4 fois.

12 – DÉLIBÉRATION AUTORISANT L'ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES SIGERLY « ÉLECTRICITÉ ET GAZ » 2019

Monsieur Michel BALAIS rapporte :

En tant que consommatrices d'électricité et de gaz naturel pour leurs besoins propres, les collectivités publiques sont particulièrement concernées par les transformations du paysage énergétique et l'ouverture des marchés, entérinée par la fin des tarifs réglementés pour les clients non domestiques.

Le processus d'ouverture à la concurrence des marchés d'énergie a soulevé des questions auxquelles le Sigerly s'est efforcé de trouver des réponses.

D'une part, il est devenu obligatoire d'appliquer la procédure juridiquement requise par le Code des marchés publics (liberté d'accès à la commande publique et égalité de

traitement des candidats, transparence des procédures, etc.) à des achats jusqu'à présent effectués dans le cadre du monopole légal de fourniture, aujourd'hui supprimé. D'autre part, il s'est avéré nécessaire de disposer d'une technicité accrue en matière d'achat d'énergies dans un domaine qui jusqu'ici était soumis aux propositions établies dans le cadre du monopole détenu par le fournisseur historique.

Enfin, il a été fondamental de disposer d'un réseau, à la fois parmi les acheteurs publics mais également parmi les acteurs du marché, réseau que le Sigerly s'efforce de développer, afin de structurer les besoins, analyser les différents types d'offres et définir les meilleures conditions d'achat.

Au cœur des métiers de l'énergie, le Sigerly s'est proposé d'être aux côtés des communes pour optimiser l'achat d'énergie. Le Sigerly a d'ores et déjà occupé une position de coordonnateur de groupement :

- Pour l'achat de gaz :
 - o 1er accord cadre du 26/05/2014 au 25/05/2016
 - o 2nd accord cadre du 07/06/2016 au 06/06/2020

- Pour l'achat d'électricité :
 - o 1er accord cadre du 08/06/2015 au 31/12/2018

Ces marchés ont permis, pour les communes, CCAS et communautés de communes qui ont accordé leur confiance au Sigerly, de faire évoluer le contenu de la relation classiquement entretenue avec le fournisseur historique et d'exiger une offre de services de qualité. D'un point de vue financier, de surcroît, les prix du gaz et de l'électricité sur les marchés ont offert de bonnes perspectives de gains par rapport aux tarifs réglementés.

Fort de l'expérience acquise sur l'achat de gaz et d'électricité, le Sigerly a donc décidé de proposer de nouveau la mise en œuvre d'un groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de gaz.

Pour atteindre cet objectif, il convient de constituer un groupement de commandes au moyen d'une convention de groupement qui en définira les modalités de fonctionnement conformément au Code des marchés publics.

Afin de simplifier les démarches des communes, le Sigerly souhaite apporter deux modifications substantielles par rapport aux précédentes conventions de groupement :

- Une convention de groupement à durée indéterminée, afin de faciliter le traitement administratif pour les membres et le Sigerly. Pour autant, les membres disposent d'un droit de retrait du groupement, défini dans l'article 7 de la convention de groupement ;
- Une convention de groupement biénergie (gaz et électricité), également afin de faciliter le traitement administratif pour les membres et le Sigerly. Chaque membre pourra ainsi faire le choix de ou des énergies souhaitées au moment de la signature de la convention de groupement.

Le Sigerly souhaite, grâce à cet achat groupé d'électricité et de gaz, tirer parti des meilleures opportunités de prix et de services associés liés à cette dynamique de groupement et à la mutualisation.

Dans une conjoncture économique en tension et afin de poursuivre la transition énergétique déjà amorcée dans ses communes, le Sigerly souhaite obtenir des gains pour celles-ci qui, grâce au Conseil en énergie partagé, pourront être réaffectés à des opérations d'amélioration énergétique de leur patrimoine.

Il convient de souligner que la mise en concurrence n'induit aucune conséquence sur la qualité de l'énergie ou la continuité du service puisque les gestionnaires de réseaux, GrDF pour le Gaz et Enedis pour l'électricité, en sont les garants dans le cadre de leur mission de service public.

Le Sigerly, en tant qu'autorité organisatrice et propriétaire des réseaux, en est également le garant à travers ses missions de contrôle.

Pour participer aux prochains appels d'offres de gaz et d'électricité du SIGERLy, il est nécessaire pour chaque membre d'adhérer au groupement de commandes de gaz et d'électricité avant le 31 décembre 2017.

Chaque collectivité devra donc, avant cette date, délibérer et notifier cette délibération au Sigerly coordonnateur du groupement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations

- Approuve la constitution d'un groupement de commandes pérenne pour la passation d'accords-cadres pour la fourniture d'électricité, de gaz et de services associés, coordonné par le Sigerly dans les conditions essentielles décrites ci-avant ;
- Valide la convention de constitution du groupement de commandes ci-jointe,
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de constitution du groupement de commandes ainsi que tout avenant éventuellement nécessaire à l'exécution de ladite convention.

13 – DÉLIBÉRATION POUR LA CONVENTION COS 2018

Monsieur Jean-Paul COLIN rappelle que la commune adhère, depuis 2006, au Comité social du Grand Lyon, devenu, avec la création de la Métropole de Lyon : « Comité Social du Personnel de la Métropole Lyonnaise de ses collectivités territoriales et établissements publics ».

Le comité social est une association qui a pour objectif d'instituer en faveur des agents des collectivités publiques adhérentes implantées sur le territoire de la Métropole de Lyon, des aides financières et matérielles, notamment dans le domaine social, culturel et sportif.

Le renouvellement de la convention liant la Commune et ce service s'effectue annuellement.

La participation financière de la commune se décompose comme suit :

- Une subvention financière
Celle-ci est affectée aux actions mises en œuvre en faveur des agents, et aux frais de gestion courante de l'association. La subvention est calculée sur la base du compte administratif 2016 et représente 0.9% de la masse salariale de l'ensemble du personnel (regroupant les comptes 63, et 64).
La charge liée aux vacataires est à exclure de ces comptes
- Des cotisations sociales
Les prestations versées par le comité social sont soumises à CSG et DS, pour les agents non titulaires du régime général, les prestations sont soumises à l'ensemble des cotisations sociales. Les cotisations devront figurer dans les bordereaux de versement établis par la commune

Les subventions financières et de fonctionnement seront mandatées sur la base d'un appel de fond de l'Association selon le calendrier suivant : 60% au 20 février de l'année et 40 % au 20 septembre de l'année.

Afin de permettre aux agents municipaux de continuer à bénéficier des prestations du Comité Social, Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention pour l'année 2018 et à engager les dépenses de fonctionnement nécessaires à l'adhésion de la commune au Comité Social.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2321-2,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 et notamment son article 9,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88-1,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 22 voix pour dont trois procurations :

- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention 2018 avec le comité social du personnel de la métropole Lyonnaise, de ses collectivités territoriales et établissements publics
- S'engage à verser une subvention financière assise sur 0,9 % de la masse salariale du compte administratif 2016, déduction faite des charges liées aux vacataires ;
- Dit que la dépense sera imputée à l'article 6474 du budget.

14 – DÉLIBÉRATION AUTORISANT L'AVENANT À LA CONVENTION MÉDECINE PRÉVENTIVE CDG 69

Monsieur Jean-Paul COLIN rapporte que dans le cadre de la convention M2009-26 passée avec le centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône pour le suivi médical des agents, la participation financière de la commune est assise sur un taux de 0.36% de la Masse salariale depuis le 1^{er} janvier 2014.

Le conseil d'administration du centre de gestion a par délibération décider de porter ce taux à compter du 1^{er} janvier 2018 à 0,37 % de la masse salariale des agents titulaires stagiaires non-titulaires et contrat aidés.

Cette revalorisation tient d'une part au contexte national de pénurie de médecins en général et de médecins de prévention en particulier, qui induit une évolution vers une pluridisciplinarité notamment par le recrutement d'infirmiers en santé au travail sous l'autorité des médecins

Et d'une autre à l'évolution des situations de santé des agents liée notamment à l'augmentation de l'âge de la retraite et à l'usure professionnelle qui nécessitent plus de suivi.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations:

- Approuve cette proposition
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention M 2009-26,

15 – DÉLIBÉRATION DÉSIGNANT UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AUPRÈS DU COS MÉTROPOLITE SUITE À RETRAIT D'UNE COMMUNE

Monsieur Jean Paul COLIN Informe l'assemblée que suite au retrait d'une commune, le comité social a fait appel aux communes pour solliciter la participation d'un conseiller municipal au sein du conseil d'administration.

Monsieur COLIN a proposé la candidature de Madame Colette TOUQUET, avec son accord.

Les représentants des collectivités participent à enrichir la discussion avec les représentants du personnel qui composent le 2^{ème} collège. Tous les représentants administrateurs sont bienvenus pour faire des propositions d'évolution de cette association et pour que cette dernière puisse répondre au mieux aux attentes des agents.

En matière de réunions, il s'agira de participer à celles du Bureau et du CA. Il y a aussi les Groupes de Travail avec des thèmes particuliers et qui permettent de préparer les débats des instances.

Actuellement les représentants des communes sont issus de Cailloux sur Fontaine, Charbonnières- les-Bains, Curis au Mont d'Or et Saint Cyr au Mont d'Or.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- Accepte la désignation de Madame Colette TOUQUET au sein du conseil d'administration du COS en tant que représentante des collectivités.

16 – DÉLIBÉRATION FIXANT LE TARIF DE LOCATION DES SALLES COMMUNALES

Monsieur Gilbert CONVARD expose qu'il convient comme chaque fin d'année de fixer les tarifs pour le prêt des salles communales. Il est proposé de reconduire les tarifs en vigueur et dire qu'ils sont valides d'une année sur l'autre sauf révision décidée par le conseil municipal.

Il est rappelé que les tarifs ne s'appliquent pas aux activités et manifestations scolaires ainsi qu'aux associations communales qui bénéficient d'une mise à disposition à titre gratuit.

Les tarifs proposés sont les suivants :

- Espace Henri saint Pierre :
 - Catégorie 1 : 739 € prêt du gymnase et des annexes aux habitants et entreprises d'Albigny (office bar et scène) ;
 - Catégorie 2 : 191 € : prêt de la salle de réception aux habitants et entreprises d'Albigny ;
 - Catégorie 3 : 66 € : prêt de la salle de réunion aux habitants et entreprises d'Albigny.
- Salle des fêtes rue Germain : 381 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix pour dont trois procurations :

- Adopte les tarifs proposés pour la location des salles communales
- Dit que ces tarifs sont valides jusqu'à la prochaine décision modificative du conseil municipal

17 – DÉLIBÉRATION FIXANT LE TARIF DES CONCESSIONS ET CASES DU COLUMBARIUM AU CIMETIÈRE

Monsieur Franck CHOSSET expose qu'il y a lieu de fixer le tarif des concessions funéraires et des cases du columbarium.

Il est proposé de reconduire les tarifs des concessions funéraires et des cases de columbarium en vigueur à savoir :

Concessions :

- * 92 € le m² pour une concession de 15 ans
- * 184 € le m² pour une concession de 30 ans

Cases au columbarium :

- * 381 € pour une location de case de 15 ans
- * 762 € pour une location de case de 30 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- adopte les tarifs des concessions funéraires et des cases de columbarium proposés
- dit que ces tarifs sont valides jusqu'à la prochaine décision modificative du conseil municipal

18 – DÉLIBÉRATION FIXANT LE TARIF DU RESTAURANT SCOLAIRE

Madame Claude DALL'ACQUA expose qu'il convient de fixer le prix du repas servi au restaurant scolaire.

Pour 2017, il avait été proposé de reconduire le prix du repas au restaurant scolaire à 3,89 €. La participation au service pour les enfants qui pour des raisons médicales restent à la cantine mais apportent leur panier repas a été maintenue à 1,18 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- Fixe à compter du 1^{er} janvier 2018 le montant de la participation au service de restauration scolaire à :
 - 3,89 € le repas servi.
 - 1,18 € pour les enfants amenant un panier repas.
- Dit que ces tarifs sont valides jusqu'à la prochaine décision modificative du conseil municipal

19 – DÉLIBÉRATION FIXANT LE TARIF DES ACTIVITÉS ENFANCE ET JEUNESSE

Cette délibération est retirée de l'ordre du jour.

20 – DÉLIBÉRATION FIXANT LES DROITS DE STATIONNEMENT DES TAXIS

Monsieur Gilbert CONVARD expose que comme chaque fin d'année, il convient de fixer le montant du droit de stationnement des taxis.

Il est proposé à compter de l'année 2018, de reconduire le tarif des droits de stationnement des taxis à 129 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- fixe le droit de stationnement des taxis à 129 €,
- dit que ces tarifs sont valides jusqu'à la prochaine décision modificative du conseil municipal

21 - DÉLIBÉRATION FIXANT LES TARIFS DE PUBLICITÉ DANS LE JOURNAL MUNICIPAL

Monsieur Gilbert CONVARD expose que comme chaque année il convient de fixer le montant des tarifs applicables aux encarts publicitaires dans la gazette d'Albigny.

Il rappelle que le tarif donne droit à une publication dans chacun des numéros de l'année.

Pour 2018, Il est proposé de reconduire les tarifs des encarts publicitaires adoptés en 2017 soit :

- 192 € pour un huitième de page
- 320 € pour un quart de page

Il est précisé qu'en application de l'article 293 B du Code Général des Impôts, ces recettes ne sont pas soumises à la TVA.

Il vous est proposé de déclarer ces montants valides tant qu'ils ne sont pas révisés par une nouvelle décision du conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- Approuve cette proposition
- Décide de fixer le tarif des encarts publicitaires dans la gazette d'Albigny comme suit
 - o 192 € pour un huitième de page
 - o 320 € pour un quart de page
- Dit que ces tarifs sont valides jusqu'à la prochaine décision modificative du conseil municipal

22 - DÉLIBÉRATION POUR VERSEMENT ANTICIPÉ DE SUBVENTION 2018 POUR LE CLUB DE FOOT

Monsieur CONVARD expose que le budget primitif 2018 ne sera pas voté avant le mois de mars et au plus tard le 15 avril.

Dans l'attente du vote du budget primitif et pour soutenir les activités du club de foot, qui rentre dans un contexte de restructuration de son projet associatif, les maires et adjoints des communes concernées, après s'être réunis, ont décidé d'un commun accord de procéder à un versement anticipé en 2017, au titre des subventions 2018.

La commune de Quincieux a délibéré la semaine dernière.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- Autorise le versement anticipé d'une subvention au Club de Foot Rive Droite au titre de l'année 2018 pour un montant de 2 000 €,
- Dit que les crédits suffisants sont inscrits à l'article 6574 du budget 2017,
- Dit que ce montant sera défalqué du montant qui sera attribué en 2018.

23 – DÉLIBÉRATION POUR VERSEMENT COMPLÉMENTAIRE SUBVENTION CCAS 2017

Madame CORREDERA Rapporte que comme chaque année, il convient de définir les subventions versées aux associations et au CCAS. Les subventions sont comptabilisées aux articles 6574 et 657362 du budget.

Une annexe est intégrée au budget primitif, permettant de lister les associations ou organismes bénéficiaires, évitant ainsi un vote au cas par cas une fois la liste validée par la commission.

La subvention du CCAS est bien inscrite au budget, toutefois elle n'avait pas été inscrite sur l'annexe. Une première délibération a permis de procéder à un versement de 26 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 22 voix pour dont trois procurations :

- autorise Monsieur le Maire a ordonnancé un versement supplémentaire de 200 € qui permettra d'atteindre le montant total inscrit au budget primitif soit 26 200 €.